

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

27 février 2023 - 1 €

N° 20

Guerre

Le 21 février, trois jours avant le sinistre premier anniversaire de la guerre russo-ukrainienne, on a donc pu entendre deux discours. Celui du président russe, interminable pensum « *sur l'état de la Nation* ». Puis celui du président américain, à Varsovie, juste après une courte visite « *surprise* » à Kiev.

Chacun des deux présidents a tenu à monter sa détermination. Le premier pose à la victime d'une agression occidentale quelque peu fantasmée, le second s'affirme le seul défenseur du monde libre, le nôtre.

Nous avons tous écouté assez de commentaires – notamment sur les chaînes d'information en continu – pour nous faire une opinion sur cet engrenage guerrier qui rappelle aux uns les débuts de la Guerre de 14, aux autres la Seconde Guerre mondiale, ou tel épisode de la Guerre froide.

Les États-Unis sont une nation « impérialiste » – personne ne peut le contester – qui défend certes les libertés, notamment économiques, mais sans jamais oublier ses intérêts, qui ne sont pas toujours ceux de ses alliés. Le général de Gaulle n'est plus là pour le dire, mais, au Vietnam, en Iran, en Irak, en Yougoslavie, en Libye, en Afghanistan... les interventions américaines ont laissé des fruits amers. Et que dire des résultats de l'interventionnisme systématique en Amérique

du Sud, qui expliquent sans doute quelques réserves émises par le pape François, d'origine argentine, quant à l'attitude américaine en Ukraine... Il peut aussi y avoir des Français qui, sans remonter très loin, se souviennent que les États-Unis ont une justice qui peut prendre en otage un dirigeant d'Alstom ou menacer la BNP d'étranglement. L'oncle Sam est parfois bien envahissant et les dossiers de la CIA, qui finissent souvent par être rendus publics, ne plaident pas pour la candeur souriante qu'affiche le vieux président Biden

C'est pourquoi le discours de Poutine dit des choses

qui peuvent être entendues dans de nombreuses nations et surtout dans les empires dont les ambitions vont à l'encontre de la domination américaine. Au premier rang desquels la Chine et l'Inde.

Mais cela n'exonère pas le régime russe, constitué en oligarchie criminelle, de ses fautes. Et surtout, cela ne nous donne nullement envie que le régime poutinien puisse triompher, que ce soit en Ukraine ou ailleurs, voire nous dicter notre politique. On a vu ce qui est arrivé aux Allemands qui avaient voulu lier leur sort énergétique à la Russie. Et par ailleurs, on a bien com-



Sommaire : Page 1 : Guerre.

– P. 2 : La Russie, l'Ukraine et nous. – Un monde figé. P. 3 : Lettre à ceux qui ont foutu le "bordel". P. 4 : – Le séisme redoutable d'une zizanie meurtrière. P. 5 : Le président des coups de pouce. – La Poste en échec. P. 6 : Lectures. P. 7 : Start-up nation. – Essence. – Cher Jack. P. 8 : Une place de stationnement originale. P. 9 : Les provinces à Paris. – Un bouclier logement ? – Les ballons dans le ciel. P. 10 : De quoi un agresseur est-il le nom ? P. 11 Environnement : Les dauphins ont de quoi flipper. P. 12 : Théâtre : *Apnée*, un spectacle et un projet.

■ **Ukraine** : L'Onu a adopté, le 23 février, en session extraordinaire d'urgence de son Assemblée générale, une motion exigeant le retrait immédiat de l'armée russe du territoire ukrainien, par 141 voix pour, 7 contre (Biélorus, Corée du Nord, Érythrée, Mali, Nicaragua, Russie et Syrie) et 32 abstentions (dont la Chine et l'Inde) sur 193 États membres. La Chine a publié le 24 février un document en 12 points pour appeler l'Ukraine et la Russie au dialogue.

■ **Moldavie** : La Russie accuse l'Ukraine de préparer une invasion de la Transnistrie, enclave russophone sécessionniste de la Moldavie et protégée par des militaires russes. Les autorités moldaves ont fermé leur espace aérien et pris des mesures pour défendre l'aéroport de Chisinau contre une éventuelle intervention russe.

■ **Iran** : Une mystérieuse explosion a eu lieu dans la ville de Karaj le 23 février, qui a déclenché des tirs de la défense aérienne iranienne. Plusieurs centaines de lycéennes de Qom ont été victimes, à plusieurs reprises, d'un gaz neurotoxique, probablement diffusé par des islamistes qui ne veulent pas que les filles aillent à l'école.

■ **Espace** : Un vaisseau de secours russe MS-23, vide, a décollé le 23 février du Kazakhstan, pour remplacer le vaisseau arrimé à la Station Spatiale Internationale (ISS), qui a été légèrement endommagé par une petite météorite. L'ISS est actuellement habitée par un Américain et deux Russes, dont le retour sur terre était prévu pour mars, mais a été reculé à septembre du fait de cet incident. Ils auront alors passé une année complète dans l'espace.

■ **États-Unis** : Six millions de porcs sauvages croisés avec des sangliers, pesant jusqu'à 300 kg, se multiplient dans 34 États. Ils causent plus d'1,5 milliard de dégâts aux exploitations agricoles chaque année.

■ **Chine** : En Mongolie intérieure, le 22 septembre, l'ef-

pris que le régime chinois, plus efficace économiquement, mais beaucoup plus totalitaire, observe avec une grande attention ce combat où les belligérants, qui sont aussi ses concurrents, risquent de s'épuiser mutuellement. La dictature chinoise souhaite officiellement la paix, pour favoriser son commerce, mais a ses propres pulsions agressives d'abord à l'égard de ses voisins, et dont nous pourrions rapidement faire les frais.

À cet égard, nul doute que la puissance américaine est notre seul rempart contre ce totalitarisme, même si on peut rêver d'un monde où les Yankees auraient su donner moins d'arguments à « l'Empire du Mal », comme disait Reagan.

Frédéric Aimard

La Russie, l'Ukraine et nous

Il semble hasardeux de commenter la situation internationale, tant les paramètres demeurent multiples et changeants. L'opinion publique ne manifeste d'ailleurs pas un grand intérêt pour le sujet : occupés par les défilés et autres journées d'action contre la réforme des retraites, voire par les détails scabreux de l'affaire Palmade, les Français ne suivent guère la géopolitique du moment et les menaces qui en découlent. L'Ukraine et la Russie restent bien lointaines, tout comme la Chine et même les États-Unis, d'autant que son président n'a même pas mis les pieds sur notre sol ; cela pourrait conforter l'idée que notre pays, malgré l'arme nucléaire et un siège permanent au conseil

de sécurité de l'ONU, est devenu secondaire, derrière Bruxelles et l'OTAN.

Le président Volodymyr Zelensky reste droit dans ses bottes : incarnant et conduisant la résistance nationale, il s'efforce d'obtenir davantage des Occidentaux malgré leur répugnance à lui livrer tout ce qui pourrait apparaître comme des armes offensives et non plus seulement défensives — la limite ne sera peut-être pas toujours évidente. De son côté, Vladimir Poutine continue à jouer les gros bras : malgré des pertes effroyables et des zizanies entre l'armée et la milice, il intensifie ses efforts et il y aura forcément une nouvelle offensive. Par ailleurs, même si elle ne s'est pas écroulée, l'économie russe souffre ; mais force est de constater que, malgré dix vagues de sanctions contre Moscou, celles-ci demeurent inférieures à celles prises par exemple à l'encontre de l'Iran il y a une dizaine d'années. En revanche, propagande et censure s'intensifient.

On ne prête sans doute pas plus d'attention à l'environnement international. Certes, on fait davantage référence à la Chine, même si on ne sait pas dans quelle mesure elle cherche réellement à proposer une médiation à laquelle Emmanuel Macron veut croire : si elle n'apprécie absolument pas l'entrée en guerre de la Russie, elle se réjouit de tout ce qui peut déstabiliser les États-Unis. À ce sujet, il faut remarquer que, lors du dernier vote de l'assemblée générale de l'Onu, deux nouveaux États se sont positionnés en faveur de la Russie : le Nicaragua et le Mali, devenu très proche de Moscou. Mais il y a

aussi tous ceux qui se sont abstenus : non seulement la Chine mais aussi l'Inde et de nombreux pays du Moyen-Orient, soucieux de se démarquer de Washington...

Enfin, un aspect ne peut être ignoré, avec les conséquences sur l'armée française elle-même. D'abord, la livraison de matériel et de munitions aux Ukrainiens dégarnit non seulement ses stocks, mais aussi son approvisionnement courant. Ensuite, un document d'une dizaine de pages circulant parmi les plus haut gradés et à l'École de guerre dresse les principales leçons de cette première année et « remet en cause plusieurs décennies de "confort" stratégique et de dogmes entretenus par la faiblesse relative de nos adversaires et des choix assumés de mutualisations ou de mise en sommeil de capacités ».

Jean Étèveaux

Un monde figé

Un an de guerre et personne ne bouge. Le 23 février l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution exigeant le retrait « immédiat, total et sans condition » des forces russes des territoires ukrainiens dans leurs « frontières internationalement reconnues ». Elle appelle à « une paix globale, juste et durable, dans le respect de la Charte des Nations Unies ». 141 États sur 193 ont voté pour, sept contre, 32 se sont abstenus ; 13 n'ont pas pris part au vote.

Le résultat devrait être jugé parfaitement satisfaisant si ce n'était exactement le même que les votes obtenus le 2 mars 2022 et à

fondrement dans une mine à ciel ouvert aurait causé la mort d'une soixantaine de mineurs.

■ **Vietnam** : Le groupe textile taïwanais Pouyuen, plus gros employeur de Saïgon avec 50 000 salariés, va fermer des chaînes de fabrication de chaussures en se séparant de 6 000 employés, à cause d'un carnet de commandes occidentales trop faible.

■ **Automobile** : Dans le groupe Stellantis, qui a annoncé, le 22 février, un bénéfice global de 23,32 milliards d'euros pour 2022, avec un chiffre d'affaires de 179,6 milliards d'euros, Peugeot atteint le million de véhicules vendus dans le monde, tandis que Fiat en est à 1,2 million grâce notamment à sa bonne pénétration du marché brésilien.

■ **Habillement** : La chaîne suédoise H&M, n° 2 mondial du textile, derrière l'Espagnol Inditex-Zara, présente dans 74 pays et employant 171 000 personnes, a cédé 336 magasins l'année dernière, et a annoncé une perte de 77 millions d'euros pour le dernier trimestre 2022, due notamment à son retrait de Russie.

■ **Migrants** : Un bateau de 20 m de long, chargé de quelque 200 migrants, a coulé sur les côtes de Calabre le 27 février. Les secours ont annoncé avoir repêché 80 personnes vivantes et une soixantaine de noyés, d'autres passagers ont pu gagner la côte à la nage. 14 000 migrants seraient parvenus en Italie par la mer depuis le début de 2023 selon le ministère de l'Intérieur italien.

■ **Cisjordanie** : Deux frères israéliens, 19 et 21 ans, ont été tués par des tirs sur leur véhicule sur la route 60 près de la petite ville d'Huwara le 26 février. L'attentat a été revendiqué par l'organisation palestinienne « Fosse aux lions ». Quelques heures plus tard un Palestinien était tué dans une expédition punitive par des civils israéliens qui ont incendié une vingtaine de maisons, des véhicules, des ateliers et entrepôts, et fait une centaine de blessés palestiniens

Lettre à ceux qui ont foutu le "bordel"

Si j'essaie, dans mes correspondances hebdomadaires, de rester courtois et révérencieux à l'endroit de mes destinataires, j'ai décidé, cette fois-ci, d'emprunter à leur prose et à leurs versets. Le terme "bordéliser" ayant été abondamment usité ces derniers temps pour qualifier l'attitude et les mots de certains parlementaires, sur les bancs comme à l'extérieur de l'Assemblée.

Pour procéder, je ne désignerai implicitement aucun parti, aucune formation. Vous êtes tous, absolument tous, responsables de cette chienlit, de cette margaille, de cette anarchie, de ce foutoir, de ce boxon. Les uns, car cette réforme mal préparée devait inmanquablement susciter d'énormes tensions eu égard à l'immédiateté de son application et au contexte socioéconomique que nous sommes en train de traverser. Les autres car, pitoyables stratégies, vous avez laissé filer, en créant la confusion, la possibilité d'échanger sur le principal article en gestation, celui qui concerne bien évidemment le passage de 62 à 64 ans.

En invectivant le gouvernement, vous avez exacerbé le culte de la persécution et ceux que vous êtes venus accuser sont, in petto, devenus les victimes de vos réquisitoires, de vos calomnies, de vos diffamations.

Débraillés, grossiers, promoteurs d'idéaux qui n'avaient rien à faire dans ce débat, vous avez confondu le Palais Bourbon avec une kermesse, un festival, une cour de récréation. Vous êtes des joueurs de billes et c'est aux osselets que vous venez de brader les valeurs de nos institutions. De gauche, de droite, aux extrêmes, en marche ou à l'arrêt, vous vous êtes livrés à un spectacle pi-

toyable. Vous n'êtes pas digne du mandat que le peuple vous a confié et encore moins des rétributions dont vous bénéficiez, à bien y regarder, pour rivaliser de bêtise et de stupidité. Car, voyez-vous, on ne s'improvise pas trublion à l'Assemblée comme le fit, avec ce talent dont vous n'êtes de toute évidence pas du tout équipés, Jean Lassalle lorsqu'il entonna un chant régional pour se faire entendre et écouter.

Comment voulez-vous, en effet, juguler l'abstention en faisant preuve de tant d'irresponsabilité? Qui confierait à l'ouvrier, car vous êtes nos ouvriers puisque nous vous payons, l'outil qu'il va s'employer à saccager? Cet outil que vous méprisez pour les uns à coup de 49-3, de 47-1 ou de je ne sais

quel dispositif fourni par la Constitution. Cet outil dont vous privez, pour les autres, le peuple français, qu'il soit ou non favorable à la réforme proposée (ou imposée) par le gouvernement Macron. En précipitant la cacophonie, vous avez discrédité un mouvement syndical qui, semaine après

semaine et, il faut le reconnaître, dans la dignité, a exprimé et exprimera certainement encore massivement son mécontentement sur le pavé.

Oui, en foutant le bordel vous avez tout foutu par terre. Les uns en provoquant, les autres en se laissant délicieusement provoquer, vous resterez, qui que vous soyez, éternellement responsables de vos actes manqués. ■

* Figure catalane de la résistance paysanne, Jean-Paul Pelras est rédacteur-en-chef de *L'Agri, le journal des gens d'ici*, édité à Toulouse (Pyrénées orientales).



par Jean-Paul Pelras *

La Nation Française

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Rédaction-administration

60, rue de Fontenay 92350 Le Plessis-Robinson

Édité par Spfc-Acip Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire FR21418382149

ISSN 2967-2988 marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement numérique : 1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.

Païement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

trois reprises au cours de l'année. Ici ou là, une douzaine de pays sont passés de l'abstention au vote pour et, pour deux d'entre eux, au vote contre, mais c'est entièrement marginal, compensé par autant de mouvements inverses sauf pour les contre.

La diplomatie russe n'était certes pas demeurée passive. La récente tournée africaine du ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov, n'a porté tous ses fruits qu'à Bamako : le Mali a rejoint le camp des cinq en l'aimable compagnie de la Corée du Nord, de l'Érythrée, du Nicaragua et de la Biélorussie. Elle aura au moins empêché un poids lourd comme l'Afrique du Sud de sortir de l'abstention pour rejoindre le consensus pro-ukrainien.

La surprise viendrait plutôt de l'incapacité des alliés de Kyiv, les Occidentaux pour l'essentiel, de vaincre les hésitations d'une majorité de pays africains : 24 sur 54 continuent de ne pas vouloir s'éloigner de Moscou ! Un an pourtant pendant lequel la guerre s'est montrée sous sa face la plus terrible, les abus se multiplier, les pires excès être documentés. La Russie n'est pas isolée. On tolère de sa part ce que l'on n'admet plus des anciennes puissances coloniales ou de « l'impérialisme américain ».

Le plus étonnant est que personne, parmi les dirigeants du G7, de l'OTAN ou de l'Union européenne, ne fasse évoluer son discours, non par rapport à l'Ukraine où il change de jour en jour, mais vis-à-vis du reste du monde où il est comme figé. Et de jour en jour, les populations africaines s'éloignent. Pourquoi leurs ex-mentors restent-ils

prisonniers de leur propre rhétorique, non seulement inefficace mais contre-productive ? Ils ne parviennent pas à comprendre que les ex-colonisés n'accepteront jamais de la part d'ex-colon

nisateurs l'idée que la Russie est une puissance coloniale en Ukraine alors que Moscou fut à l'origine de leur propre décolonisation. Quoi qu'on en pense, c'est le « *ressenti* » de ces popula-

tions. On a beau le répéter. Cela ne convainc que ceux qui l'annoncent sans vergogne. Il est urgent, vital, de changer de prêche et de prédicateur.

Dominique Decherf

Le séisme redoutable d'une zizanie meurtrière

Quand la terre a tremblé au Moyen-Orient, en ce début d'année 2023, l'humanité avait déjà basculé dans les ravins d'une zizanie meurtrière.

Une partie de l'humanité, surtout des populations innocentes, subit les souffrances de la guerre, en particulier dans des pays d'Afrique victimes de génocides, dans l'Ukraine attaquée par le Kremlin en pleine métastase néo-stalinienne, et dans plusieurs pays d'Orient, du Moyen-Orient en proie à l'islamisme, à la Chine des Ouïgours opprimée par Pékin.

Une autre partie de l'humanité dansait déjà sur un volcan, surtout dans l'hémisphère Nord de la planète, en Occident ou à l'Est et en Extrême-Orient, en s'égarant sur des chemins la menant à l'autodestruction, oscillant entre un culte effréné de l'Argent comme fin en soi, la débauche délétère du « *Chemsex* » et une violence guerrière croissante : en France comme aux États-Unis ou en Allemagne, des enfants perdus de mai 1968 se sont livrés corps et âme à la toxicomanie et à l'ivresse idolâtrique du Sexe de Sodome et Gomorrhe, avec des complicités politico-médiatiques liées à des puissances d'argent mafieuses internationales.

En Europe, en proie à une culture de mort contagieuse, on proclame déjà le « *droit à l'avortement* » comme un des principaux « *droits humains* », au prix d'une autodestruction démographique, sur fond d'apostasie, dans un reniement nihiliste de la civilisation judéo-chrétienne. Dans la Russie de Poutine, des faux frères et des faux prophètes pharisiens prétendent défendre les « *valeurs morales* » dans leur propagande mensongère... Mais ces « *valeurs chrétiennes* » qu'ils ont confisquées, détournées et dénaturées, les soldats du KGB-FSB les défendent à coups de missiles en massacrant des innocents, dans une nouvelle guerre d'agression où on pratique viols et tortures... En Chine, le pouvoir totalitaire de Xi Jinping, malgré son

échec face à la pandémie du Covid – qui sera peut-être pour lui un Tchernobyl sanitaire – s'est lancé à son tour dans la course aux armements d'une volonté de puissance menaçante.

La terrible faille de la croûte terrestre qui a provoqué des dizaines de milliers de morts d'innocents en Turquie et en Syrie, ébranlant le sol jusqu'au Liban déjà crucifié, est comme un signe calamiteux du gouffre où l'humanité risque de tomber dans l'aveuglement de sa zizanie fratricide : les séismes artificiels de l'artillerie nucléaire des conflits armés pourraient lui faire toucher le fond de la « *misère de l'homme sans Dieu* » qu'avait diagnostiqué Pascal. Une misère prolongée à l'heure des redoutables glissements de terrain géopolitiques d'une 3e Guerre mondiale déjà amorcée et en cours de déclenchement...

Le Pape François avait dit dès 2013, l'année de son accession au pontificat, que la troisième Guerre mondiale avait « *commencé par morceaux* » : on ne l'avait guère écouté... Il a aussi dénoncé « *l'orgueil, la haine et l'hypocrisie* » qui ravagent les consciences jusqu'au sein de l'Église : en France comme ailleurs, l'Église catholique est elle-même déchirée par des dérives schismatiques, le pseudo-progressisme ou le pseudo-intégrisme qui s'égarent sur des chemins pavés de bonnes intentions mais piégés par les leurres d'idéologies totalitaires aux effets désastreux. Ces anciens fidèles, fourvoyés comme du temps de Staline ou de Hitler, risquent de devenir des collaborateurs aveugles des puissances totalitaires trompeuses...

Le pape François est un des papes qui ont le plus mis en garde les fidèles et l'humanité contre le Diable : même s'il a réussi à faire croire à des hommes anesthésiés qu'il n'existe pas, Satan se déchaîne sur la terre tremblante. Aujourd'hui, à l'heure d'un Carême crucial, seuls la prière et le jeûne peuvent le faire reculer, avec l'aide de Dieu.

Denis Lensel

Le président des coups de pouce

Toujours très accaparé par la conjoncture internationale — il ira en Chine en avril pour pousser celle-ci à « stopper l'agression » et à « bâtir la paix » en Ukraine —, Emmanuel Macron veut montrer que la situation française le préoccupe tout autant. S'il s'est tenu à l'écart du cirque qui a été donné à l'Assemblée nationale par les députés Insoumis, il reprend ses interventions touchant à la vie quotidienne des Français. Comme ses moyens d'action restent limités et qu'il ne tient pas, dans le contexte politique actuel, à paraître trop interventionniste, il a mis au point un nouveau système de communication reposant sur l'appel à des tiers.

Voilà comment, alors de l'inauguration du 59^e Salon de l'agriculture le 25 février, il a appelé les distributeurs à « faire un effort sur leurs marges » face à l'inflation. Il sait très bien que les prix de l'alimentaire ont grimpé de 12 % en un an, hausse en grande partie liée à la guerre en Ukraine. Le procédé permet de se donner le beau rôle en reportant le problème sur une partie de la chaîne assurant l'approvisionnement.

Déjà, quatre jours plus tôt, à l'occasion de sa visite au marché de Rungis, il avait mis la pression sur le groupe TotalEnergies pour un nouveau geste concernant le prix de vente des carburants. « Je souhaite que le dialogue puisse se finaliser entre le ministère et les entreprises concernées comme cela avait été fait l'année dernière sur les carburants avec des ristournes à la pompe qui avaient été

faites par les entreprises comme Total », avait-il déclaré. Toujours dans la série des bons conseils, il a souhaité l'élaboration d'« un plan de sobriété » et la mise en place d'un « cadre pour une nouvelle approche » sur les produits phytosanitaires, avec un moindre recours aux pesticides, sans oublier une réflexion sur l'élevage intégrant le bien-être animal.

Du coup, on peut se demander s'il ne va pas demander aussi un coup de pouce à la SNCF. Celle-ci a en effet annoncé, le 23 février, d'excellents résultats pour l'exercice 2022, autrement dit 2,4 milliards d'euros de profit net, avec un chiffre d'affaires record de 41,4 milliards. On notera que l'activité se trouve en progression pour toutes les entités du groupe, que ce soit le déplacement de passagers en train, le fret ferroviaire, la logistique avec Geodis ou les transports en commun avec Keolis. Mais, en 2020, l'État a repris sa dette de 25 milliards d'euros...

En revanche, il n'y a plus de possibilités du côté d'EdF. Au terme de plusieurs années d'incertitudes, d'hésitations et de contre-décisions, l'énergéticien a dû rendre public, le 17 février, ses résultats pour l'année 2022 avec notamment une des pertes nettes les plus massives de l'histoire récente en France, à 17,9 milliards d'euros — contre un bénéfice de 5,1 milliards d'euros l'année précédente. Là, l'État vient même de lancer une OPA pour faciliter la construction des six nouveaux réacteurs réclamés par le chef de l'État.

Jean-Gabriel Delacour

La Poste en échec

Dans l'intention louable de faire des économies, La Poste avait remplacé le timbre rouge par une e-Lettre Rouge. Mais personne n'en veut !

Depuis le 1^{er} janvier, chacun sait qu'il n'est plus possible de coller le timbre garantissant la distribution rapide du courrier. À partir de son ordinateur, il faut se rendre sur le site internet de La Poste, qui achemine, imprime et distribue le courrier... trois jours après son envoi. Faute d'équipement informatique à domicile, on va au bureau de poste d'où le courrier est envoyé par internet.

Les usagers ont constaté avec des sentiments variés, mais rarement positifs, que La Poste avait réalisé à leur détriment un chef-d'œuvre bureaucratique-technologique : la réinvention du courrier électronique qui met trois jours pour arriver et qui coûte 1,49 euro alors que le mail est instantané. On peut aussi utiliser la Lettre Service plus, qui est distribuée deux jours après son affranchissement au prix de 2,95 euros et qui, miracle de la nouvelle organisation postale, va deux fois moins vite que la bonne vieille lettre rouge mais qui coûte deux fois plus cher.

Deux mois après la mise en service de ce système, le P.-D.G. du groupe La Poste a reconnu que la lettre électronique n'était presque pas utilisée : 3 500 opérations par jour ! L'an passé, le timbre rouge était collé sur une enveloppe plus de 700 000 fois par jour. L'échec est cinglant et le patron de La Poste a été obligé de reconnaître que le nouveau système sera sup-

■ **Fait divers** : Une professeur d'espagnol de 53 ans a été assassinée, en pleine classe, par un de ses élèves, le 22 février dans un lycée privé de Saint-Jean-de-Luz. L'élève, âgé de 16 ans, suivait un traitement psychiatrique.

■ **Météo** : Les météorologues évoquent une « sécheresse hivernale » sur toute la France après une période presque sans pluie sur plus de 34 jours depuis le début de l'année. En Nouvelle Aquitaine, les nappes phréatiques sont à 30 ou 40 % de leur niveau moyen en cette saison.

■ **Grande distribution** : Le cours en Bourse de Fnac-Darty a progressé de 10 % le 23 février, après des informations selon lesquelles le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, déjà propriétaire de 20 % de l'entreprise dirigée par Enrique Martinez, avait l'intention de racheter les 24 % détenus par le groupe allemand Ceconomy, spécialiste comme Fnac-Darty de la vente d'électro-ménager et biens culturels.

■ **Enseignement post-bac** : Touché par les difficultés du groupe immobilier bordelais de Michel Ohayon qui l'a fondé, le groupe d'établissements d'enseignement supérieur privé hors contrat Campus Academy, présent à Lyon, Angers, Rennes, Nantes, Toulouse... (Informatique, communication, mode, tourisme...) a fermé les portes de son campus d'Aix-en-Provence le 14 février. 250 étudiants sont concernés.

■ **Habillement** : L'enseigne Burton of London, rachetée en 2020 pour 1 euro symbolique par l'entrepreneur Thierry Le Guénic — propriétaire d'Habitat, et copropriétaire du défunt chausseur San Marina — a fermé, le 25 février, 26 de ses 109 points de vente, dans le cadre d'un « plan de sauvegarde de l'emploi », qui envisage le licenciement ou le transfert à d'éventuels repreneurs, d'environ la moitié des 441 salariés, avec à terme le maintien de seulement 47 magasins.

■ **SNCF** : Les comptes 2022 de la SnCF, publiés le 23 février, font apparaître un bénéfice de

Lectures

2,425 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires de 41,45 milliards d'euros, réalisé pour 37 % à l'international notamment par la filiale Geodis, qui a progressé de 67,6 % en trois ans.

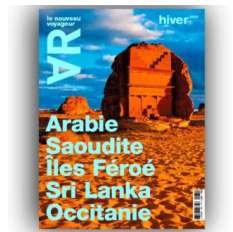
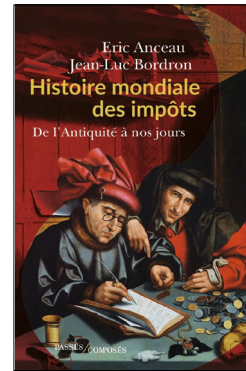
■ **Automobile** : Le groupe Stellantis (264 000 salariés dans le monde dont 44 000 en France) a annoncé qu'il allait redistribuer une partie de ses bénéfices (16,8 milliards d'euros en 2022) à ses salariés à hauteur de deux milliards. Les salariés français auront une prime de 4300 à 6190 euros. Les actionnaires toucheront 4,2 milliards de dividendes, ce que la CFDT trouve déséquilibré.

■ **Nationalité** : Un Franco-Marocain de 32 ans et une Franco-Turque de 25 ans, qui avait été définitivement condamnés pour des projets d'attentats terroristes, ont été déchus de leur nationalité française par un décret paru au Journal officiel la semaine dernière. C'est une sanction très rare (une vingtaine de cas depuis 2019) qui ne peut frapper que les bi-nationaux qui ne sont pas nés en France. Les avocats des déchus vont faire appel.

■ **Nucléaire** : Le couplage au réseau du réacteur n° 1 de Flamanville a, à nouveau, été reporté, en principe au 2 juin, à cause d'un soupçon de corrosion sur des soudures, qui exige un nouveau contrôle par découpage des tuyauteries.

■ **Industrie** : Le patron du groupe Thales (armement, spatial, domotique...) a annoncé le 26 février qu'il envisage de recruter 12 000 personnes en 2023 dont 5 500 en France. Rugby : Le XV de France a gagné (32-21), le 26 février au Stade de France de Saint-Denis, face aux Écossais, en clôture de la troisième journée du Tournoi des Six Nations.

Pour recevoir chaque lundi le lien pour télécharger ou lire en direct *La Nation Française*, souscrivez à l'abonnement (20 euros) à l'ordre de Spfc-Acip.



ROMANS

Le courage d'une mère

Il faut du courage, beaucoup de courage, pour surmonter un drame dont on se sent responsable et retrouver la volonté de vivre, de se battre et d'aimer.

Laurent Malot donne le beau rôle à Mathilde, trente-huit ans, ouvrière à la matelasserie Delattre de Romorantin. Cette mère de famille est désespérée. Après l'accident de voiture qui a rendu sa fille, Nina, handicapée à vie, voilà que son employeur risque la faillite, le chômage la guette. Elle qui se rêvait chanteuse n'a plus goût à rien. Mais la chance pourrait lui sourire doublement. Un concours national promet un million d'euros à l'entreprise capable de monter un spectacle et un beau et bon guitariste lui apporte son soutien. L'espoir renaît.

« Mathilde mélodie », Laurent Malot, XO éditions, 320 p., 19,90 €.

Monde souterrain

Paris, ligne de métro 6. Elle traverse la capitale d'est en ouest, reliant deux points névralgiques et bourdonnants : la place de la Nation et la place de l'Étoile. Jacques travaille en sous-sol, il est conduc-

teur de métro. De toute la journée, il ne voit pas le soleil, son seul ciel est une voûte de faïence. Cela ne l'empêche pas de regarder et d'écouter les mille vies qui agitent le souterrain ; il le connaît mieux que quiconque.

Il y a là Hervé, le SDF, René-Charles, le chanteur, Amandine, la punk... Au fil du trajet, il pense à Madeleine, son grand amour, une originale elle aussi. De station en station, Céline Laurens dévoile un monde avec ses codes et ses figures romanesques.

« Sous un ciel de faïence », Céline Laurens, Albin Michel, 268 p., 20,90 €.

HISTOIRE

L'invention de l'impôt

« La France est l'un des pays les plus inventifs et plus prolifiques en matière fiscale », écrivent Éric Anceau et Jean-Luc Bordon. 480 taxes et impôts grèvent le porte-monnaie du contribuable. Chaque nouveau s'ajoutant aux anciens, nous avons à présent un droit fiscal « labyrinthique ». De fait, il n'existe pas de société, encore moins d'État, sans fiscalité, et ce depuis l'Antiquité. Impôt sur la production, le travail, la consommation...

tout est matière à taxation : « rien n'est laissé au hasard, même l'accessoire ».

Ce passionnant ouvrage fait un tour de monde de l'imposition et de tout ce qui s'y rattache (rouages, contournement...).

« Histoire mondiale des impôts », Éric Anceau et Jean-Luc Bordon, Passés/Composés, 447 p., 25 €.

REVUE

Arabie saoudite

Peu à peu, l'Arabie saoudite se tourne vers le tourisme, la faute au pétrole qui s'épuise et au besoin de trouver de nouvelles mannes financières. Ce vaste pays a de beaux atouts, paysages désertiques et sites archéologiques, que AR, la revue du voyage, nous invite à découvrir.

Autres sujets abordés : un entretien avec Sébastien Liébus, le Sri Lanka, les Îles Féroé, la voie d'Arles qui mène à Compostelle, le Vercors en hiver et un portfolio sur les Ribeirinhos du Brésil.

« Arabie saoudite », AR magazine, hiver 2023, 7,50 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

primé si le cap des 5 000 ou 10 000 expéditions par jour n'est pas franchi.

Nul ne sait comment les têtes pensantes de La Poste envisagent le système qui remplacera l'actuelle lettre électronique. Retour à la lettre rouge ? Ce serait simple mais il faudrait avouer une défaite en rase campagne. Nouvelle usine à gaz ? Il faudrait savoir le coût de toutes ces transformations destinées... à faire des économies. Une chose est certaine : depuis des décennies, La Poste ne cesse de se moderniser mais le service qui est fourni aux usagers est de moins en moins efficace – diminution des tournées, suppression de boîtes aux lettres, lenteur croissante de la distribution.

De réforme en réforme, on oublie de plus en plus que le courrier et le facteur qui le distribue sont des éléments indispensables du lien entre les personnes – surtout celles qui, par millions, souffrent de solitude.

Claudine Uzerche

Start-up nation

Fin janvier, le Défenseur des droits et l'Institut national de la consommation se sont émus des résultats calamiteux de l'enquête qu'ils avaient patronnée sur l'efficacité des plateformes téléphoniques de quatre services publics (Caisses d'allocation familiale, Assurance maladie, Caisse d'assurance retraite, Pôle emploi). C'était, disaient-ils, une atteinte intolérable aux droits des 13 millions de personnes qui, dans notre pays, ne maîtrisent pas les codes du numérique. Cela ne veut pas dire que les

autres, qui les maîtrisent plus ou moins, peuvent se satisfaire des services qui ne sont tout simplement pas rendus, dans environ 60 % des cas, en tout cas à la première demande.

Ce que chacun peut constater dans sa vie de tous les jours, c'est que celui qu'on appelait naguère l'usager n'a pas beaucoup de recours le jour où il a besoin d'expliquer son cas. Ce qui est vrai des services publics, l'est tout autant des services commerciaux pour leurs clients, fournisseurs d'énergie ou transports en commun par exemple. Si vous appelez votre opérateur téléphonique, vous allez tomber, après de multiples répondeurs (« faites le 1 », « appuyez sur étoile », « répondez pas oui ou non », etc.), qui ont fait l'objet de sketches très réalistes, mais n'insistons pas...) sur une personne qui vous dira peut-être incidemment qu'elle est en télétravail. Cela a certainement ses avantages, mais peut aussi poser des problèmes d'efficacité, voire de motivation. Ce n'est pas faute de questionnaires de satisfaction qui vous arrivent, parfois en double ou triple exemplaire et avant même que rien ne se soit passé, dans un désagréable esprit de flicage du personnel. On imagine que sa rémunération dépend peut-être de la note que vous allez attribuer, alors que votre insatisfaction ne vient pas forcément de la personne qui vous a répondu. S'il s'agit d'une banque, vous pourrez également vous poser des questions sur la sécurité de vos échanges. Même les grands concessionnaires automobiles usent aussi de communications distancielles. Ils ne font souvent

que remettre à beaucoup plus tard la résolution d'un problème qu'autrefois vous auriez pu expliquer directement à votre petit garagiste (mais ce dernier a mis la clef sous la porte)... Dans le meilleur des cas, pour vous rassurer, on vous donne un numéro de dossier. Ce qui vous permettra de rappeler, ou de consulter l'avancement de celui-ci dans votre espace client. Là vous pourrez constater que votre demande n'a peut-être été que partiellement transmise et que, de toute manière, elle ne trouvera une réponse ou une satisfaction que dans des délais qui ont tendance à s'allonger dans tous les domaines. On a beaucoup incriminé le Covid dans cette évolution démoralisante, on constate maintenant le manque de personnel formé à tous les échelons. À cause de l'évolution générale des rapports au travail ? On s'en doute un peu. Mais la faute à qui ? Ce serait trop long de lister tous les responsables. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne fait pas une « start-up nation » dans cette ambiance.

F.A.

Essence

TotalEnergies, mis sous pression à cause de son bénéfice de 36 milliards d'euros, qui scandalise les Français car ceux-ci ne veulent pas voir que ces bénéfices sont faits à l'international, a promis de limiter, dès le 1er mars, le prix du carburant SP95 vendu dans ses stations-service françaises à 1,99 euro.

Je ne sais pas vous, mais moi qui avais mes habitudes dans une station Total, je n'ai jamais réussi à y accéder lors des dernières remises exceptionnelles. J'y

ai vu parfois des queues phénoménales, et lorsque je trouvais une queue moins longue, c'était pour arriver devant une pompe vide. Est-ce que cela va recommencer ? Sans doute, si l'essence dépasse ce prix symbolique chez les concurrents.

Il paraît que les derniers concessionnaires indépendants Total n'ont jamais gagné autant d'argent. Tant mieux pour eux. Quant à moi, tant pis, je préfère gagner du temps que quelques euros.

F.A.

Cher Jack

J'ai reçu un courriel de Jack Lang, qui me donne du « cher ami ». Certes, je l'ai croisé dans un ascenseur à l'Institut du monde arabe et dans quelques manifestations culturelles, mais je n'étais pas conscient des liens alors établis. Cela prouve en tout cas que, parmi les diverses charges ministérielles qu'il a exercées, la Communication lui a laissé le goût des relations publiques et des fichiers bien entretenus.

L'objet de sa missive est exposé dès la première phrase, à savoir « la nomination du président de l'Institut du monde arabe » au début mars, autrement dit sa reconduction à la tête de cet organisme qu'il dirige depuis dix ans. Avant lui, comme il le rappelle élégamment grâce à une citation du *Monde*, ce n'était qu'un « petit tas de ruines ». Mais c'est devenu « un petit bijou que la France doit chérir avec tendresse ». Ce qui signifie que lui se voit automatiquement maintenu à sa tête d'autant que plaident en sa faveur son passé de « mili-

tant anticolonialiste » et le fait que les « intellectuels » et « créateurs » arabes sont « des amis proches ». D'ailleurs, l'IMA « suscite l'admiration de la presse arabe et internationale ». Et, pour cocher toutes les bonnes cases, il « s'est imposé comme le haut lieu de métissage des jeunesses du pays ».

J'apprends, au passage, que j'aurais contribué à cette transformation, puisque l'ancien ministre de la Culture m'informe : « sans votre plein soutien et votre participation ardente, cette métamorphose n'aurait pu s'accomplir ». Aussi tient-il à me remercier : « je voulais dès à présent vous exprimer ma gratitude chaleureuse pour votre engagement enthousiaste ».

Et moi qui pensais que l'ancien ministre Jean-Yves Le Drian et l'ambassadeur à Alger François Gouyette avaient aussi leurs chances ! Il est vrai qu'ils ne m'ont pas sollicité. De toute façon, c'est Emmanuel Macron qui décide.

Precy

■ **Liban.** – L'association Entraide Mission Amitié (E.M.A.) cherche volontaires (France entière) de tous âges de +de 18 ans (projet intergénérationnel) pour encadrer 2 colonies de vacances au Liban en langue française pour des enfants de 6-12 ans, du 15 au 30 juillet 2023 ou du 30 juillet au 13 août 2023. Objet : échanger sur le thème « Chants et Jeux ». Tél. 06 14 32 20 74 courriel : contact@ema.asso.fr Site : <http://www.ema.asso.fr>

■ **Congo Brazzaville.** – Colloque sur le traité signé entre Savorgnan de Brazza, agissant pour le compte de la France et Ilo 1er, roi des Téké (Batéké) le 24 juin 2023 à Paris. Renseignements : cart.colloque.france@gmail.com ou ymdouniama@gmail.com



Une place de stationnement originale

« Construire la ville sur la ville » c'était, pour ceux qui s'en rappellent, un des nombreux slogans apparus au début des années 2000. Si la définition restait floue, l'objectif était clair ! Il s'agissait pour le législateur de nous inciter à combler les vides, « les dents creuses », de construire plus dense... sans utiliser le vocable « densification » qui fait toujours peur. Cet objectif était (et il est toujours) lié au constat d'une tendance à l'étalement urbain qui grignote les espaces naturels avec toutes les nuisances que cela implique pour notre environnement.

Mais pour densifier il faut suivre la réglementation d'urbanisme. Or celle-ci, s'appuie sur une législation générale, le Code de l'Urbanisme et sur quelque 10 000 règlements locaux, PLU et PLUI (Plan Local d'Urbanisme communal ou Intercommunal). Enfin, comme chacun le sait, ce qui n'est pas précisément interdit... *a priori* est autorisé. Mais peut-on vraiment tout imaginer ? Quelqu'un a dit que si les PLU avaient existé au début du XX^e siècle jamais la tour Eiffel n'aurait pu voir le jour (hauteur dépassant le gabarit parisien, structure métallique incompatible avec son environnement proche, affectation non conforme au secteur, etc.). On ne réglemente donc pas tout, laissant une marge de liberté, d'une part aux architectes et d'autre part aux services chargés de l'instruction des demandes...

Par ailleurs il y a l'épineux problème du stationnement : tant de m² de logements ou bureaux nécessitent tant de places de stationnement. Et si on densifie la construction... vous avez compris la suite ! Prenons donc tous ces éléments et analysons l'illustration : dans un quartier agréable d'une petite ville, on densifie une parcelle en y rajoutant des m² d'habitat. Ceux-ci nécessitent la réalisation de places de stationnement supplémentaires mais comme les capacités du terrain sont limitées on pense à une sorte d'ascenseur à voitures « en plein air » Et voilà comment on peut admirer une voiture perchée à 5 mètres au-dessus de sa tête lors d'une déambulation dominicale. L'instructeur des autorisations d'urbanisme n'y a visiblement rien trouvé à redire. Qu'en pensent les voisins ?

Adrien Boros

Les provinces à Paris

Le salon de l'Agriculture a presque soixante ans. Jadis vitrine d'une production florissante, considérée comme l'un des moteurs de l'économie française, il est aujourd'hui devenu le miroir d'un monde agricole en crise. Samedi, la foule était au rendez-vous dans les allées de la Porte de Versailles. Le Président de la République, fortement encadré par son service de sécurité, s'est attaché à dialoguer avec les représentants du monde agricole. Pour autant, le public de ce qui demeure la plus grande foire agricole au monde est devenu ces dernières années très formaté. Ce sont les provinciaux de Paris, les « déracinés » au sens noble du terme qui s'y pressent. Difficile même d'y croiser des élus locaux de poids. Excepté peut-être au stand de la Corse où soutiens du gouvernement et élus nationalistes s'entretenaient des dernières discussions relatives à une possible réforme territoriale.

L'image qui restera peut-être de ce salon est l'interpellation d'Emmanuel Macron par un activiste de la lutte contre le réchauffement climatique. Une scène qui n'avait de fait aucun rapport ou presque avec les dossiers liés à l'agriculture. Une séquence qui prouve une nouvelle fois le divorce entre une France devenue désormais citadine, coupée des réalités liées à la ruralité. La disparition du monde agricole comme composante essentielle des dynamiques économique et sociales françaises est malheureusement actée. À la diminution prévisible

du nombre d'exploitations s'ajoute désormais la difficulté de susciter des vocations : la pénibilité du métier et la complexité de la transmission des exploitations détournent la jeunesse de la profession. Il sera toujours temps de pleurer ensuite sur la fin programmée de notre souveraineté alimentaire.

Jérôme Besnard

Bouclier Logement ?

Le pôle habitat de la FFB (Fédération française du bâtiment) a révélé les chiffres catastrophiques de la construction pour 2022 : il y a eu 70 000 constructions de logements de moins que l'an dernier, ce alors que la population française a augmenté de 217 000 habitants. Tous les secteurs sont touchés, qu'il s'agisse des maisons neuves (- 31,3 %), des logements individuels groupés (- 21,2 %) ou des logements collectifs (- 14,1 %).

Non seulement, l'inflation a renchéri les taux d'intérêts des prêts immobiliers, décourageant les primo-accédants potentiels à l'achat d'un logement, mais les prix du foncier et des matériaux de construction ont, eux aussi, très largement progressé.

En entravant l'augmentation des prix du loyer à 3,5 %, le gouvernement a accompagné la démarche des grandes villes, Paris, Lyon, Bordeaux, qui ont augmenté leur taux de taxe foncière (en plus des bases) dans un secteur déjà surtaxé. Avant la crise, l'imposition totale du foncier représentait d'ailleurs déjà 3,2% du PIB contre seulement 0,4% en Allemagne.

Assez logiquement, le logement prend de plus en plus d'importance dans le

budget des ménages, atteignant le chiffre de 28 %, contre 20 % en 1990.

Mais au lieu de réclamer une baisse de taxes pour fluidifier le marché, les professionnels du secteur demandent leur propre bouclier, avec notamment l'élargissement des prêts à taux zéro ou des dispositifs d'exonération Pinel et de nouveaux crédits d'impôts.

En somme il s'agit de continuer à fausser le mar-

ché mais dans un sens différent que celui observé précédemment.

Cette vision borgne de la réalité a déjà conduit à une baisse progressive du pouvoir d'achat des Français, lequel mériterait sans doute qu'on s'y intéresse à long terme et non uniquement par le biais de mesures d'urgence aggravant la situation.

Romain Delisle

Les ballons dans le ciel Cela fait 240 ans

Régulièrement les ballons reviennent sur le devant de la scène. Mais récemment ce sont des ballons espions provenant de Chine qui ont fait l'actualité. Ballons-sondes, ballons espions ? Les Américains ont décidé de les détruire et de récupérer les morceaux pour les analyser.

Depuis 240 ans, la montgolfière et le ballon à gaz existent dans le ciel. En 1783, les deux types de ballons sont nés : le 21 novembre et le 1er décembre, la montgolfière et le ballon libre (à gaz). Dès 1794, les militaires se sont rapidement emparés des ballons à gaz gonflés à l'époque à l'hydrogène et aujourd'hui plus fréquemment à l'hélium, délaissant la montgolfière qui a disparu pour ne renaître qu'en 1960 aux États-Unis, toujours pour des besoins militaires.

Au départ les ballons servent de postes d'observation pour permettre de régler le tir des canons. On va les retrouver jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, détrônés par les dirigeables et surtout les avions. Les scientifiques vont les utiliser pour la météo et l'observation aux États-Unis, comme en France, de manière régulière car moins coûteux que les satellites et surtout permettant une navigation à plus basse altitude.

Les ballons stratosphériques (entre 15 et 50 km) trop haut pour les avions, trop bas pour les satellites sont toujours très utilisés car ils peuvent se maintenir dans les airs de longues périodes. En 2018 la NOAA (agence météo américaine) avait lancé près de 65 000 ballons météo, des engins de 5 mètres de diamètre à 100 000 m³, voire cinq fois plus.

De nombreux projets sont à l'étude pour emmener des passagers à haute altitude, mais plus dans une optique touristique, tout comme aujourd'hui les montgolfières qui transportent des passionnés à basse altitude ou qui sont utilisées pour des compétitions lors de grands rassemblements.

Google, avec son projet Loon, avait envisagé de lancer des milliers de ballons pour diffuser Internet. Cela supposait des relations internationales apaisées...

Philippe Buron Pilâtre

De quoi un agresseur est-il le nom ?

A l'occasion de l'élection présidentielle de 2022 le journaliste Gilles Bouleau avait posé à chacun des candidats la même question : M. Poutine est-il un dictateur ? comme si le vocable pouvait avoir une influence sur les combats ou expliquer la motivation de celui qui est un agresseur patenté.

Tous ont refusé de répondre à la question au prétexte principal qu'un (futur) chef d'État réfléchit et ne cède pas à l'émotion, n'insulte pas l'avenir, qu'il n'a pas à qualifier péjorativement un collègue Président qu'il va fréquenter et avec qui il va falloir négocier. Les candidats avaient esquivé une réponse franche et massive sauf M. Jadot leader des verts. Il avait affirmé que oui M. Poutine était un dictateur. Ce dernier en a tremblé de peur. Mais a intensifié son opération militaire spéciale contre les « nazis » d'Ukraine !

Mais qui doute que les méthodes brutales du chef de guerre russe ne respectent pas le caractère humain de la vie, ni les canons du droit international et humanitaire ni les règles du droit de la guerre sur la protection des civils notamment ? Si l'on peut admettre qu'il y a des guerres propres qui ne font qu'un minimum de dégâts ! La guerre ne se divise pas en bonnes et mauvaises actions.

La Cour Pénale Internationale [C.P.I.] de La Haye a ordonné une enquête sur les actes de M. Poutine et de ses complices qui peut-être dans l'avenir seront incarcérés pour génocide, crimes contre l'humanité et de guerre et crimes dits « d'agression ». Mais observons que ni la Russie ni l'Ukraine n'ont ratifié le traité de Rome de 1998 fondateur de la C.P.I. M. Poutine ne va pas se livrer et plaider coupable puisqu'il prétend se battre pour la liberté de ses compatriotes. Et la protection de la grande Russie.

Le terme dictateur est surtout à usage interne. Ce sont les citoyens russes qui ont déjà connu l'ère soviétique et le goulag qui peuvent qualifier leur président. S'ils osent s'exprimer sans se retrouver en prison. Il y a 50 nuances de dictature ou de totalitarisme mais le résultat est constant : le mal, l'intolérance, la volonté de puissance, la peur de disparaître ou d'être amoindri, la certitude que sa vérité exclut toute humanité, entraînent des souffrances et des vies brisées. Tout le reste n'est que sémantique.

Des guerres ont été déclenchées aussi par des dirigeants parfois occidentaux *a priori* sains de corps et d'esprit, humanistes déclarés et entourés d'hommes et de femmes raisonnables attachés aux libertés, à la démocratie et au droit. Les motifs de guerre étaient louables, d'essence humaniste et libérale avérés du moins en théorie. On combattait pour le bien, pour la civilisation et pour chasser du pouvoir un tyran comme dans la philosophie athénienne. Mais aussi pour des intérêts matériels et stratégiques, ne le rappelons pas trop fort.

Que M. Poutine soit un dictateur peu importe. On prend les faits tels qu'ils sont. Serait-il un prétendu démocrate à la mode russe ou de fer que cela ne changerait rien. On peut

y ajouter que la démocratie telle que nous la concevons est un concept à implanter et conforter en permanence avec ses qualités et ses défauts. Chaque individu a le droit de vivre en liberté sans être à la merci d'autocrates persuadés de savoir ce qui est bon pour leurs peuples ou les autres.

Alors dictateur, barbare, mégalomane, despote ou criminel ou toute autre qualification ne change pas l'action néfaste de M. Poutine. Mais il faudra bien un cessez-le-feu et une sortie de crise qui sont du domaine des diplomates et des politiques. Georges Clemenceau disait que la guerre est une chose trop sérieuse pour la confier aux militaires. Elle est aussi trop grave pour la laisser à un dirigeant totalitaire et « possédé » sauf à le convaincre que son intérêt est de lâcher du lest sans exiger l'impossible. L'Ukraine devra peut-être faire des concessions. Personne ne peut perdre la face, il faut au moins apparemment un gagnant-gagnant. C'est cynique et injuste. Mais la morale n'intervient que rarement dans les conflits. Une guerre finit par se terminer, mais il faut s'assurer d'une paix solide et durable.

On peut se faire plaisir par le vocabulaire, mais l'essentiel est de trouver des solutions pour arrêter la lutte armée. Et on doit faciliter l'action de notre chef de l'État qui maintient à juste titre le dialogue et essaie de trouver des mesures justes et efficaces. Une défaite mais pas d'élimination. Sans que la France devienne une nation co-belligérante.

L'agresseur est le nom de l'égo surdimensionné d'un puissant méconnu ou rabaissé, de la volonté d'avoir raison contre tous, de vouloir défier ceux qui ne pensent pas comme lui, d'avoir des valeurs qui ne seraient pas universelles. L'agresseur est protéiforme. Un agresseur se suffit à lui-même. Il peut invoquer toutes sortes de raisons qu'il estime être justifiées, cela ne change rien pour les victimes. L'agresseur est un autre nom pour la revanche historique, la peur de disparaître, l'ambition, le sentiment de puissance ou la nécessité de se sauver soi-même. L'autre est toujours seul responsable de la situation. L'agresseur est celui qui attaque. Il en a fait le choix et a dû en mesurer les conséquences. L'agressé est celui qui résiste. Parfois en légitime défense, il peut aussi contre attaquer. Les survivants ont des droits !

L'agresseur est donc le nom de la violence illégitime. Puisque la légitimité est de régler les différends par la négociation. Notre époque ne manque pas d'institutions mondiales ou régionales, de conseils dédiés, de comités *ad hoc*, de conférences internationales et de lieux divers où l'on peut discuter même âprement. Et signer des cessez-le-feu, des compromis, puis des accords, avec la bénédiction des instances les plus hautes tant en droit et de sécurité qu'éthique. Pour préserver les intérêts de chacun.

Aller à Canossa c'est déjà fait et fut positif. Se rendre à Munich a entraîné des drames. Chacun doit être mis en face de ses responsabilités humaines avant d'être politiques ou souveraines..

Christian Fremaux, avocat honoraire

Les dauphins ont de quoi flipper

Le 22 février dernier, la Ligue de protection des oiseaux (LPO) qui, manifestement, s'intéresse aussi aux animaux marins, a organisé l'exposition de 400 portraits de dauphins sur l'esplanade des Invalides à Paris pour dénoncer le trop grand nombre de ces petits cétacés victimes de la pêche dans le Golfe de Gascogne et présenter deux actions mises en place par ses soins, un recours gracieux auprès du Secrétaire d'État à la mer et une saisine de la Commission européenne.

De fait, selon Pelagis, l'observatoire des mammifères et oiseaux marins du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le nombre de dauphins et notamment de dauphins communs, espèce protégée, qui se sont échoués sur les plages de la côte atlantique a considérablement augmenté depuis 1990 et singulièrement à partir de 2015.

Qu'on en juge. De 293 en 1990, le chiffre est passé à 1 504 en 2020. Or, on sait que 80 % des dauphins morts en mer coulent

et se décomposent dans l'océan de telle sorte que ce sont 11 300 dauphins qui sont décédés cette année-là.

Cet hiver, 395 petits cétacés se sont déjà échoués sur les plages alors même que le pic traditionnel d'échouage de février n'a pas été comptabilisé ce qui laisse augurer d'une mortalité fortement élevée pour cette année.

Est mise en cause la pêche professionnelle en raison des moyens de capture utilisés par les professionnels dans le Golfe de Gascogne. Les dauphins, qui sont des concurrents des pêcheurs et chassent également le poisson, viennent se prendre dans les filets qu'il s'agisse des chaluts, des filets maillants et autres trémails qui ne sont pas des engins sélectifs.

Les pêcheurs, qui ont capturé malgré eux des dauphins, sont tenus de déclarer leurs prises accidentelles mais ne le font pas toujours. Ainsi, en 2019, seulement 10 captures avaient été mentionnées à rapprocher des chiffres de mortalité rapportés ci-dessus.

Pour autant, les organisations professionnelles ont bien pris conscience du problème, tant pour la protection de la biodiversité que pour celle de leur image. Ainsi sont-ils parties prenantes, avec les scientifiques, du plan d'action mis en place par le Gouvernement à compter de 2019 et complété pour l'hiver 2022-2023 afin de réduire les captures accidentelles de petits cétacés dans le Golfe

de Gascogne. Il faut dire que l'État a d'autant plus réagi qu'il est sous le coup, depuis le 15 juillet dernier, d'un avis motivé de la Commission européenne lui enjoignant de prendre des mesures concrètes pour remédier à cette situation.

L'actualisation du plan porte surtout sur l'expérimentation de trois nouveaux dispositifs embarqués à choisir par les navires concernés : un appareil acoustique appelé « pinger » fixé sur la coque du navire et émettant un son lors de la mise à l'eau du filet censé avoir un effet répulsif de nature à éloigner les dauphins, une balise acoustique dite informative

placée sur les filets et des réflecteurs acoustiques posés sur les filets droits permettant d'augmenter leur visibilité pour les dauphins, le tout devant faire l'objet d'une analyse continue dans le cadre d'un protocole scientifique.

Toutefois, les associations de protection de l'environnement jugent ces mesures insuffisantes même s'il en

sans doute un peu trop tôt pour en apprécier les effets. Pour elles, il faudrait que la pêche soit suspendue chaque année pendant les semaines de plus forte capture. Pour parvenir à leur fin, ces associations ont choisi la voie judiciaire.

C'est déjà une plainte de 26 organisations non gouvernementales (ONG) déposée en 2019 auprès de la Commission européenne qui a entraîné la réaction précitée de celle-ci qui se réserve également la possibilité de saisir la Cour de Justice de l'Union européenne en cas d'absence d'adoption par la France de mesures appropriées.

France Nature Environnement a exercé un recours devant le Conseil d'État qui a été examiné le 24 février dernier et dont les résultats seront connus dans quelques semaines tandis que la LPO a lancé les actions citées au début de cet article.

Plutôt qu'une seule solution, c'est peut-être le mélange de plusieurs dispositions qui pourrait apporter un début de réponse comme vient de le proposer le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) qui préconise « une combinaison de fermetures temporelles de tous les métiers concernés et l'application d'émetteurs ultrasons ».

Ce qui ne réjouira sans doute pas les pêcheurs mais pourrait rendre le sourire à Flipper et ses amis.

Fabrice de Chanceuil



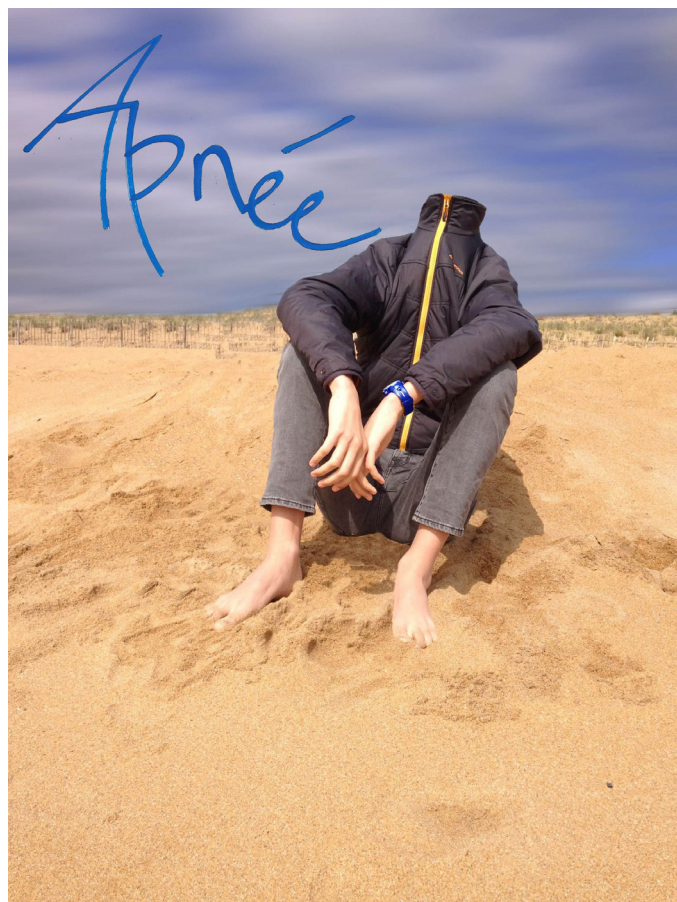
Apnée, un spectacle et un projet

Sophie Torresi porte le témoignage poignant de son expérience de mère d'un enfant malade face à l'institution médicale. Sous la forme d'un monologue à cinq voix, c'est une histoire d'amour autant qu'une invitation à la réflexion sur la relation patient médecins.

Le sol de la scène est revêtu de gris, on aperçoit cinq paires de chaussures rouges, talons aiguilles. Un homme et une femme sont assis, dos à la salle. Trois personnes en blouse blanche arrivent. Asseyez-vous. Charly V., médiateur non médical...

Les parents de Lucas rencontrent l'équipe médicale qui suit leur fils. Il s'agit de faire le point, la tension est tangible. Lucas est malade, bronchiolite oblitérante, depuis tout petit. Il a appris à vivre normalement avec un demi poumon, sans assistance ni traitement. Maintenant qu'il a atteint sa taille adulte, l'équipe médicale voudrait procéder à une transplantation. Une transplantation risquée. Les parents de Lucas soupèsent l'alternative, décident de ne pas suivre l'avis des médecins.

Apnée est un témoignage fort, qui raconte l'espace de temps entre l'appel du médecin et le moment où la décision est certaine, tant que l'état de Lucas est stable, il n'y aura pas de transplantation. Comme la vie est un tout, les souvenirs remontent dans cet espace de temps. Il y a Lucas, ses parents, sa petite sœur. L'assiette de pâtes, sur la table quand le téléphone a sonné. Un recueil de



Rimbaud oublié au moment de partir en vacances. Le son de la machine qui a accompagné les premières années, les odeurs...

Et puis l'équipe médicale, qui ne perçoit pas qu'elle est à contre cycle. Elle est soulagée, après dix ans passés à suivre, elle peut enfin faire. Quand les parents de Lucas pèsent les termes du choix, elle ne comprend pas que sa préconisation soit contestée. Quand les parents de Lucas rappellent le droit, elle se drape et se vexe.

Quand Lucas grandit, approche de la majorité, de l'âge où il pourra, devra, décider, où il sera face à l'institution... sur une plage de Grèce, sa mère lui parle...

Sophie Torresi a écrit un texte profondément humain.

C'est l'histoire de son fils, leur histoire, leur vie. Elle raconte les choses, pose les faits. C'est d'abord, bien sûr, une histoire d'amour. C'est une histoire qui ne juge pas, qui ne va pas chercher la larme du spectateur. Une histoire qui ouvre à la réflexion, qui rappelle le droit qui s'applique en matière de soin. Un droit qui peut être tordu par le déséquilibre entre le poids de l'institution et le relatif isolement des patients. Quand la communication est coupée, quand on ne se comprend plus, les hommes et les femmes de l'institution se retranchent derrière leurs processus, l'inhumanité écrasante s'installe...

Domitille Bioret, Violaine de Carné, Madeleine Mai-

nier, Isabelle Saudubray, Sophie Torresi. Elles sont cinq sur scène, qui donnent une forme chorale, soulignée par une belle lumière, à un texte qui est resté essentiellement un monologue. La parole passe de l'une à l'autre, un relais qui ajoute à leur sororité complice.

Apnée est un spectacle, c'est aussi un projet autour et au-delà du spectacle. Il y a du spectacle une forme courte, qui peut être donnée dans des salles non équipées, pour une formation, un débat, un séminaire. Une forme qui ouvre le temps d'une réflexion, d'une discussion. Une forme qui peut porter sur le champ du soin, du médical. Qui peut en sortir, aussi, il n'y a pas que le corps médical qui sait ce qui est le mieux pour celui qu'il conseille.

Quand on sort d'*Apnée*, on est plus fort. Plus fort de l'expérience de Sophie Torresi. Plus fort de cette connaissance qu'on a acquise de la décision en matière de soin, du consentement. Plus fort de porter son témoignage au niveau politique, pas pour changer la loi, elle semble bien faite, mais pour changer les esprits, là, il y a encore du boulot.

Guillaume d'Azémar de Fabrègue

Aux Déchargeurs
jusqu'au 28/02/2023. Dimanche, lundi, mardi : 19 h.

À La Reine Blanche
du 01/03/23 au 04/03/23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi : 19 h.

Texte : Sophie Torresi. Mise en scène et interprétation : Domitille Bioret, Violaine de Carné, Madeleine Mainier, Isabelle Saudubray, Sophie Torresi. Regard extérieur Arnaud Carbonnier. Création sonore Didier Léglise. Lumières Véronique Hemberger. Scénographie Alain Burkarth. Costumes Lou Delville. Collaboration artistique Rachel Mateis. Crédit photos du spectacle Corinne Marianne Pontoir.